

**L'hon. M. Hees:** Aux barricades!

**L'hon. M. Stanfield:** Quelle déception pour ceux qui s'abreuyaient, il y a 18 mois, de belles paroles au sujet d'un engagement dans le domaine international.

Je regrette que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) ne soit pas ici en ce moment. J'aimerais lui dire franchement ce que je pense là-dessus. Les propos sur les affaires internationales sont si ternes que le ministre lui-même doit en être l'auteur. Voici une phrase tirée de la page 1 du discours du trône: «Nous entendons rester membres actifs des Nations Unies.»

**Des voix:** Hourra!

**L'hon. M. Stanfield:** Qui aurait cru qu'à la suite de son examen de la politique étrangère le gouvernement pourrait progresser au point de pouvoir faire une déclaration aussi riche en suggestions.

Il est question dans le discours du trône du Centre de recherche canadien sur le développement international, déjà mentionné dans le discours du trône précédent. L'année dernière nous n'avons pas pu nous faire une idée nette de ce dont il s'agissait. Ce qui était net c'est que le gouvernement n'avait pas une idée claire de ses intentions. J'espère du moins que les membres du gouvernement s'en font une idée un peu plus nette et qu'ils saisiront la première occasion de nous en faire part. En soi, c'est une excellente initiative. Mais qui cherchons-nous à leurrer? Quels exploits récents nous permettent d'être si fiers? Nous prétendons maintenant enseigner à d'autres pays comment procéder. Nous serions mieux accueillis si, d'abord, nous mettions au point nous-mêmes un programme constructif de développement international. Alors peut-être aurions-nous le droit de garder la tête haute lorsque nous sermonnons d'autres pays.

**L'hon. M. Hees:** Comme la France.

**L'hon. M. Stanfield:** Y reconnaît-on la crise qui sévit dans nos villes? Comme d'autres députés j'ai visité des régions du pays et des quartiers de nos villes, désignés depuis des années aux fins de réaménagement urbain. Par exemple, certains quartiers de Toronto sont immobilisés depuis des années et s'efforcent sans relâche de faire accepter un projet de rénovation urbaine. Quelle doit être leur réaction devant le gel imposé à la rénovation urbaine lorsque les intéressés se sont aperçus en lisant le discours du trône que le gouver-

nement n'avait pris aucun engagement véritable dans ce domaine? Que s'est-il produit lorsque le premier ministre voyageait dans le nord de l'Ontario où des délégations l'ont prié d'examiner leurs problèmes et le rôle éventuel du gouvernement fédéral en ce qui concerne leur solution? Un correspondant du *Star* de Toronto s'y trouvait.

● (12.30 p.m.)

Il écrivait le 30 septembre:

Un groupe d'employés des chantiers navals, un peu nerveux, ont abordé le premier ministre Pierre Trudeau dans le hall d'un hôtel de Fort William, en fin de semaine, munis d'un mémoire disant qu'on faisait disparaître leurs emplois. La réponse ironique de Trudeau...

Veillez me pardonner ce manque de déférence envers le premier ministre, monsieur l'Orateur, mais je cite.

La réponse ironique de Trudeau, ancien avocat syndical, la voici: «Oh, j'avais l'habitude d'écrire des mémoires de ce genre.»

Cela n'a guère en l'heur de plaire aux travailleurs.

Comme les membres des collectivités du Nord de l'Ontario visitées par le premier ministre à la fin de la semaine, les travailleurs en question ont reçu de Trudeau la douche froide traditionnelle.

Lorsque les gens lui soumettaient leurs difficultés, il les écartait avec beaucoup de grâce et de charme et leur servait ordinairement une jolie leçon sur la pensée du gouvernement.

Ils ont découvert un chef qui donnait l'impression d'avoir tout essayé et qui témoignait d'un scepticisme de bon aloi quant aux possibilités de changer beaucoup quoi que ce soit...

Pour un homme qui, selon les paroles qu'il a prononcées à Geraldton, a pris le pouvoir pour combler le fossé des générations, il a exposé ce qui ressemblait étrangement à une conception limitée et rétrograde du rôle du gouvernement.

Monsieur l'Orateur, je crains que ce ne soit là ce que signifie pour moi le discours du trône.

L'an dernier, lorsque quelqu'un a signalé que le discours du trône était vide, on a prétexté qu'il restait beaucoup de questions en suspens de l'année précédente. Cette année, le gouvernement a allégué deux excuses pour justifier le vide du discours. La première était qu'il reste encore des questions pendantes de l'année dernière, et en fait quelques-unes de l'année précédente, et la seconde, que le gouvernement n'était pas en mesure de faire de nouveaux projets avant d'avoir pris en main l'économie du pays. Prendre en main, en vérité, après la façon dont il l'a mal dirigée pendant des années?

En 1965 et de nouveau en 1967, le gouvernement a encouragé l'inflation. En 1968 il lui a permis d'échapper à tout contrôle. Lorsque le ministre des Finances (M. Benson) a présenté son budget il y a un an, il pensait